

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi , le 04/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRIANE ENVIRONNEMENT

Rue Clément Ader
81160 ST JUERY

Références : 81-DECHETS-2022-108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement BRIANE ENVIRONNEMENT implanté Rue Clément Ader 81160 ST JUERY. L'inspection a été annoncée le 28/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'inspection du 22 juin 2021 pour laquelle 6 faits susceptibles de suites administratives avaient été relevés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIANE ENVIRONNEMENT
- Rue Clément Ader 81160 ST JUERY
- Code AIOT dans GUN : 0006803808
- Régime : Autorisation

L'activité principale de la société Briane Environnement est le traitement du verre usagé (déchets). Pour cette activité, l'entreprise dispose de deux installations.

L'installation 1 permet le tri, le broyage et le nettoyage du verre ménager (verre issu des bornes de collecte publique). L'unique client de cette installation est la VOA d'Albi. Cette installation est située dans un bâtiment.

Les installations 21 et 22 sèchent, broient finement et conditionnent du verre pour en faire du filtre à piscine ou de l'abrasif. La matière première de ces installations est un résidu de l'installation 1 (déchets caméra) et du calcin acheté à la VOA.

L'inspection a porté sur les installations 21 et 22.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 22 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.4	Fait susceptible de mise en demeure n°2	Mise en demeure, respect de prescription
Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.5	Fait susceptible de mise en demeure n°3	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Conditions particulières à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.5	Fait susceptible de mise en demeure n°4	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.2.3	Fait susceptible de mise en demeure n°5	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 9.2.1.2	Fait susceptible de mise en demeure n°6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les mesures mises en place par l'exploitant permettaient de répondre à trois écarts soulevés lors de l'inspection du 22 juin 2022. Par contre, celles prises pour réduire les émissions de poussières ne sont pas suffisantes. Il subsiste trois points non conformes pour lesquels l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées au moyen d'une balayeuse à une fréquence hebdomadaire au minimum;- [...]- l'exploitant établit une consigne, en cas d'appel de toute personne extérieure au site signalant la présence de verre, que la balayeuse du site soit utilisée pour remédier au problème constaté. Un registre indique la date de chaque utilisation de la balayeuse à l'extérieur du site;- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises, en lieu et place de celles-ci.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de nettoyage du site ainsi qu'un registre de nettoyage. La voie accédant au site est nettoyée deux fois par semaine par un prestataire extérieur. Les voies internes au site sont nettoyées en régie une fois par jour. L'exploitant a mis en place une procédure de gestion des non-conformités et événements indésirables dont notamment un registre de suivi des appels extérieurs. L'exploitant indique ne pas avoir eu de demande de nettoyage des voies extérieures émanant du voisinage. En remplacement de l'écran végétal mort sur la partie Est des installations 21 et 22, l'exploitant avait proposé une mise en place d'un bardage métallique pour le mois de mars 2022. Cela n'a pas été réalisé et ne pourra l'être en mars 2022 comme indiqué par l'exploitant. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux sous un délai de quatre mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés). [...] Les produits finis de l'installation 21 sont stockés dans des silos et des sacs et des big bag situés à l'intérieur des bâtiments.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le résidu 50 de l'installation et le produit 400-800 n'étaient pas stockés en silos, en sacs ou en big-bag mais en vrac au sol. Il avait été demandé à l'exploitant de les stocker dans un contenant permettant de limiter les émissions de poussières lors du chargement pour reprise. Les travaux n'ont pas été réalisés. Des devis sont en cours. L'exploitant ne sera en mesure de les réaliser dans le calendrier qu'il a proposé (mars 2022). Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux correspondants dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conditions particulières à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. En particulier toutes les opérations de broyage (à l'exception de celle de l'installation 31), criblage, séchage, ensachage, transfert, chargement vrac de verre sont réalisés à l'intérieur des bâtiments fermés existants et du bâtiment destiné à abriter les installations 21 et 22.</p> <p>Ces bâtiments font l'objet d'un entretien régulier pour garantir en permanence leur confinement.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de réalisation du bâtiment destiné à abriter les installations 21 et 22, l'exploitant a modifié ses installations afin de réduire les émissions de poussières. Lors de l'inspection du 22 juin 2021, il a été constaté l'insuffisance de ces mesures et il a été demandé à l'exploitant de trouver les solutions techniques aux dysfonctionnements observés.</p> <p>La présente inspection a permis de constater que les actions identifiées dans le plan d'action "poussières" ont pour la plus part été réalisées: fermeture de deux ouvertures du bâtiment (rideaux métalliques), remplacement des canalisations perforées, contrôle visuel préventif hebdomadaire des installations, capotage de divers tapis convoyeurs, mise en place d'un brumisateur, remplacement des manches défectueuses, remplacement préventif annuel de tous les manches...</p> <p>Lors de cette visite, le fonctionnement réduit de ces deux installations n'a pas permis à l'inspection de mesurer l'efficacité des travaux réalisés dans le plan d'action.</p> <p>Lors d'un passage sur site le 23/02, pendant le fonctionnement des installations 21 et 22, l'inspection a constaté l'émission diffuse de poussières au niveau des ouvertures des portes du bâtiment Moggenssen et au niveau de toutes les ouvertures des locaux de l'installation 21 et 22 (porte d'accès, passages des tapis convoyeurs...). Les mesures mises en place restent insuffisantes.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de quatre mois les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 en mettant en place les mesures correctrices complémentaires afin de confiner les poussières à l'intérieur des installations 21 et 22 .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration: <ul style="list-style-type: none">- Concentration en O₂ : 20,9 %- Poussières : 15 mg/Nm³- SO₂ : 35- Nox : 100- CO : 120- COVNM : 50
Constats : L'exploitant a fait réaliser en juillet puis en décembre 2021 les mesures de rejets atmosphériques qui auraient dû être réalisées au 1er semestre. Les deux rapports sur les mesures de rejets atmosphériques ont été communiqués à l'inspection par mail le 16/02/2022. Pour la campagne de mesure réalisée en juillet 2021, le résultat de la concentration en poussières est quatre fois supérieur à la VLE de l'arrêté préfectoral du 10/04/2015 sur l'installation "Sécheur, dépoussiérage cyclone et broyeur". L'exploitant explique ce dépassement de la concentration en poussière par la défaillance des manches des filtres. Ces derniers ont été changés après connaissance de ces dépassements. Pour la campagne de mesure réalisée en décembre 2021, les résultats de la concentration en poussières sont conformes et trois fois inférieurs à la VLE de l'arrêté préfectoral du 10/04/2015 y compris sur l'installation "Sécheur, dépoussiérage cyclone et broyeur".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées deux fois par an par un organisme indépendant. Les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont représentatives au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques.
Constats : Depuis l'inspection de juin 2021, l'exploitant a fait réaliser par l'organisme DEKRA deux campagnes de mesure des retombées atmosphériques en trois points sur les périodes suivantes: <ul style="list-style-type: none">- juillet à septembre 2021;- décembre à janvier 2021. L'interprétation des mesures de retombées réalisées sur la période juillet à septembre 2021 montre un niveau d'empoussièrement qualifié de moyen entre 480 et 530 mg/m ² /jour (pour les points de mesure 1 & 2 en limite de propriété) à faible soit 172 mg/m ² /jour (pour le point 3 en bordure de la rue Denis Papin). L'interprétation des mesures de retombées réalisées sur la période du 21 décembre 2021 au 21 janvier 2022 montre un niveau d'empoussièrement qualifié de faible, compris entre 79 et 173 mg/m ² /jour
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet